**Les quatre défis chinois pour la future administration Biden**

Gilles Vandal, ***La Tribune***, 30 novembre 2020.

**CHRONIQUE / Alors que l’Europe et les États-Unis sont paralysés par la pandémie de la COVID-19, le parti communiste chinois vient d’adopter son 14e plan quinquennal. Ce dernier est très ambitieux; il vise à ravir aux États-Unis le rang de première puissance mondiale d’ici 2035. La menace est sérieuse. La montée de la puissance militaire chinoise représente « l’une des préoccupations de politique étrangère les plus complexes et les plus urgentes ».**

En effet, en plus de gérer la pandémie et de relancer l’économie américaine durement touchée par la COVID-19, l’administration Biden sera confrontée à une menace plus grande que celle que les États-Unis ont connue durant la guerre froide, face à l’Union soviétique. Les défis que pose la Chine se situent à quatre niveaux: militaire, économique, technologique et idéologique.

La Chine s’est engagée dans un vaste programme de modernisation rapide de ses forces armées visant à transformer le pays en une véritable puissance mondiale. Déjà, multipliant les exercices navals, parfois dans cinq endroits différents en même temps, Beijing cherche à se positionner comme la première puissance militaire en Asie orientale et dans l’Océan indien.

Depuis 70 ans, la Chine communiste revendique Taïwan comme faisant partie de son territoire national. De plus, Beijing s’est engagée depuis 20 ans dans la prise de possession de la quasi-totalité de la mer de Chine, transformant les récifs et les îlots en îles fortifiées. La multiplication de ses activités maritimes dans cette région convoitée a entraîné une forte croissance des incidents maritimes.

La Chine produit un matériel militaire de plus en plus sophistiqué à un rythme effréné. Plus encore, ses nouveaux contre-torpilleurs de type 55 sont parmi les plus modernes au monde. Par ailleurs, elle dispose déjà de deux porte-avions, et deux autres sont en construction. Et finalement, ses missiles sont en mesure de frapper avec précision les bases américaines à Guam et au Japon.

Or, alors que la Chine augmente son armement, les États-Unis devront dans les prochaines années plafonner leurs dépenses de défense à cause de la ponction que la pandémie exerce sur leur économie. Plus encore, ayant réussi à contrôler la COVID-19, cela donne un énorme avantage à la Chine.

Beijing est en mesure de maintenir son rythme de croissance économique, alors que le reste du monde mettra plusieurs années à sortir de cette crise et à revenir à la normale. Entre autres choses, cela lui permet de faire de son marché intérieur le moteur de sa croissance économique.

Dans sa poursuite de l’autonomie économique, le domaine technologique est un élément clé. Beijing veut réduire sa dépendance des États-Unis sur le plan des semi-conducteurs, tout en consolidant son avance dans les secteurs de la télécommunication 5G, l’intelligence artificielle, les supercalculateurs, l’informatique quantique et les téléphones intelligents. Par ailleurs, Beijing investit massivement dans les énergies renouvelables, la science des matériaux, les véhicules à énergie nouvelle, la biotechnologie et l’exploration spatiale.

Après avoir réalisé sa révolution socialiste en 1949, la Chine a rejeté la voie démocratique en 1989 lors des massacres de la place Tiananmen. Elle a choisi de privilégier son propre mode de gouvernance. Or, dans la perspective de la propagande chinoise, ce système exclusivement chinois est d’une efficacité unique, très supérieure au système démocratique.

Cette perspective à long terme sur la supériorité de la « gouvernance chinoise » et du « système chinois » promus par Beijing n’a pas échappé à Dominique de Villepin, ancien premier ministre français. Ce dernier affirmait récemment que « la concentration de force de la Chine et sa détermination à long terme à lutter sont ce qui manque aux pays occidentaux ».

En effet, alors que les pays occidentaux ont de la difficulté à planifier des politiques des semaines d’avance, la Chine peut le faire à long terme pour des périodes de 15 ou 20 ans. Pour Beijing, son système de planification contraste avec la nature changeante des démocraties où toute politique risque d’être annulée par le gouvernement suivant. Selon Beijing, cette situation légitimise sa préférence pour un régime autoritaire.

Depuis 70 ans, le parti communiste chinois note les failles de la démocratie américaine pour justifier son approche autoritariste. Elle affirme que celle-ci est supérieure, parce qu’elle assure la stabilité et la croissance économiques. Or, Donald Trump, par ses politiques, a donné raison à Beijing en érodant davantage la confiance dans la démocratie américaine.

Contrer les États-Unis était un défi stratégique de taille pour la Chine. Toutefois, en semant le chaos et en menant une politique de division, Trump a affaibli la société américaine à un point tel que le système américain a perdu aux yeux du reste du monde ses avantages. Même les Américains ont appris à douter d’eux-mêmes. La Chine en sort ainsi la grande gagnante.

Dans le cas de l’accord sur le nucléaire iranien, Trump a démontré que la parole américaine n’était pas fiable. Ce faisant, l’administration Trump, en sapant l’ordre international qui garantissait la stabilité mondiale, empêche l’Amérique d’exercer le leadership mondial. La Chine, pour sa part, affirme que sa parole compte et qu’elle est prête à prendre la relève.

L’objectif final du parti communiste consiste à réaliser vers 2035 son rêve d’une nation socialiste entièrement modernisée et capable de concurrencer les États-Unis à tous les niveaux, y compris en science et au plan militaire. En développant son économie et en devenant une puissance technologique, la Chine est en mesure de s’affirmer militairement. Plus encore, elle est en train de remporter un pari que l’Union soviétique avait été incapable de réaliser, soit de devenir par son efficacité et sa fiabilité l’acteur le plus important sur la scène diplomatique et économique mondiale.

 Gilles Vandal est professeur émérite à l’École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke. Il signait le 30 novembre dernier sa dernière chronique dans les pages de ***La Tribune*** et du réseau des Coopératives d’information.